

Bruxelles, le 4 juin 2026
(OR. en)

10220/26
ADD 1

TELECOM 293
CYBER 273
MI 595
IND 393
COMPET 734
RECH 263
POLCOM 211
IA 155

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	3 juin 2026
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2026) 503 annex
Objet:	ANNEXES de la COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS sur la souveraineté technologique de l'Europe, accompagnée d'une stratégie de l'UE en matière d'open source

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2026) 503 annex.

p.j.: COM(2026) 503 annex



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 3.6.2026
COM(2026) 503 final

ANNEXES 1 to 2

ANNEXES

de la

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

**sur la souveraineté technologique de l'Europe, accompagnée d'une stratégie de l'UE en
matière d'open source**

ANNEXE I

Cadre de suivi de l'open source

Le cadre de suivi se compose des indicateurs clés de performance (ICP) suivants:

- part des appels à propositions pertinents de l'UE dans le domaine du numérique qui incluent explicitement les logiciels libres et/ou les modèles ouverts dans leur champ d'application;
- part des projets retenus dans le cadre des appels pertinents qui s'engagent à produire, ou produisent effectivement, des résultats open source ou des modèles ouverts;
- part des dépendances figurant sur la liste de l'UE des dépendances critiques qui bénéficient d'un soutien actif au titre de l'instrument pour la maintenance des logiciels libres;
- nombre d'autorités publiques de l'UE ayant utilisé les orientations ou les mécanismes de soutien de la Commission pour l'achat, la migration ou l'évaluation de solutions open source;
- nombre d'organismes ou de fondations établis dans l'UE et chargés de l'intendance des projets open source dans les domaines prioritaires, nouvellement créés ou bénéficiant d'un soutien de l'UE au renforcement de leurs capacités ou d'un soutien financier;
- nombre d'organismes et d'experts open source participant aux travaux européens de normalisation liés aux priorités de l'UE en matière de politique numérique;
- nombre d'implémentations de référence open source de normes européennes qui contribuent à la mise en œuvre de la législation ou des priorités de l'UE dans le domaine numérique;
- nombre de déploiements ou de cas de réutilisation, dans les pays partenaires, de solutions open source soutenues par l'UE dans le cadre de l'offre européenne pour les entreprises technologiques;
- mise en place opérationnelle de la Fondation européenne pour les infrastructures numériques publiques, nombre de projets et de volets dont elle a la charge, ainsi que nombre d'États membres, de contributeurs et d'organisations membres participant à sa gouvernance;
- nombre de solutions évaluées dans le cadre de l'évaluation des solutions souveraines de l'UE et du cadre volontaire de l'UE pour l'évaluation des solutions open source;
- nombre d'apprenants, de programmes et d'actions de mobilité soutenus dans les domaines des compétences en logiciels libres, du développement collaboratif open source, de la gouvernance des communautés, de l'intendance des projets, ainsi que des modèles de durabilité;
- nombre d'entreprises et de start-up open source établies dans l'UE bénéficiant d'un soutien au titre des actions de croissance, d'accélération ou d'autres mesures connexes mises en place dans le cadre de la stratégie;
- nombre annuel de téléchargements enregistrés de composants de la pile de protocoles de l'internet ouvert à partir des canaux officiels de distribution, ainsi que variation en pourcentage d'une année sur l'autre, en prenant comme référence la première année complète suivant le lancement de la première version opérationnelle de la pile;
- tableau de bord de la maturité open source des autorités publiques de l'UE.

Annexe II:

actions en cours de la Commission en faveur de l'open source

L'**initiative sur l'internet de nouvelle génération (ING)**¹ constitue une initiative européenne majeure en matière d'open source, notamment parce qu'elle s'est attachée à fournir un soutien financier accessible aux petites entreprises et aux développeurs. Lancée en 2018, elle a mobilisé environ 190 millions d'EUR au titre d'Horizon 2020 et d'Horizon Europe. Elle a financé plus de 1 700 projets issus de la base visant à développer des technologies de l'internet, allant du matériel open source aux systèmes d'exploitation et à la virtualisation, en passant par les identités électroniques et les applications. Sur le plan des résultats, elle fournit progressivement des outils permettant aux citoyens et aux entreprises de choisir des solutions non propriétaires s'écartant des grandes entreprises technologiques et d'exercer effectivement les droits qui leur sont conférés par la législation de l'UE, notamment dans les domaines de la protection de la vie privée, de la protection des consommateurs et du libre choix des utilisateurs concernant les services des plateformes. Selon une étude de Gartner², 57 % des projets financés par l'ING offrent des substituts aux solutions existantes sur le marché, remettant en cause la position des géants du secteur et renforçant la souveraineté numérique de l'UE. 74 % des projets assurent leur continuité avec succès après la première période de financement de l'initiative. Après la fin du financement, les projets ING continuent de fonctionner, ce qui témoigne de leur viabilité. En outre, 32 % des projets ont obtenu un financement renouvelé ou supplémentaire. 76 % des projets ING disposent d'une communauté active, ce qui témoigne d'un niveau important de réutilisation, avec un écosystème de contributeurs estimé à 80 000 personnes, qui soutiennent activement les projets ING par la contribution de code, les tests et le signalement de bogues. Les solutions financées par l'ING sont largement accessibles par l'intermédiaire de répertoires publics (84 %), de plateformes de distribution et de magasins d'applications (34 %), ou des deux (29 %), ce qui favorise leur réutilisation et leur utilisation.

Les projets ING ont une forte influence sur la mise en œuvre de différentes législations de l'UE, notamment en matière de conformité au règlement général sur la protection des données (RGPD) (39 %), au règlement sur les services numériques et au règlement sur les marchés numériques (23 %), au règlement sur la cyberrésilience (30 %), aux initiatives de l'UE en matière d'identité numérique (15 %), à la garantie de la liberté de choix en ligne (47 %) et au soutien au concept de biens communs numériques (44 %). Les projets ING en cours s'achèveront d'ici 2027.

La Commission a également développé **Simpl**³, un logiciel open source d'un montant de 156 millions d'EUR, destiné à faire fonctionner des espaces de données et à permettre aux États membres de partager leurs infrastructures informatiques respectives dans le cadre de l'initiative EuroCloud. Simpl fait actuellement partie du plan d'action pour un continent de l'IA et, lorsque cela est techniquement approprié, devrait être considéré comme une référence pour la mise en œuvre de déploiements d'espaces de données soutenus par l'UE et des solutions en nuage associées, afin de réduire la fragmentation et de renforcer l'interopérabilité.

GenAI4EU⁴: dans le cadre de l'initiative GenAI4EU, qui vise à stimuler le développement d'une IA générative «Made in Europe», la Commission européenne a considérablement intensifié ses efforts pour soutenir le développement de modèles d'IA, les modèles d'IA open

¹ Internet de nouvelle génération.

² Étude Gartner.

³ Lancée pour la première fois en décembre 2024, l'initiative Simpl fait partie du plan d'action pour un continent de l'IA et la Commission s'est engagée à poursuivre son développement.

⁴ GenAI4EU.

source constituant un axe central. **Dans le cadre d’Horizon Europe, la Commission a alloué 50 millions d’EUR au développement de modèles d’IA ouverts.**

OpenEuroLLM⁵: afin d’assurer le leadership européen dans le domaine de l’IA générative et de réduire la dépendance à l’égard des boîtes noires propriétaires de pays tiers, le **programme pour une Europe numérique cofinance à hauteur de 20 millions d’EUR, sur un coût total de projet de 38 millions d’EUR**, le projet OpenEuroLLM. Cette initiative phare vise à produire des modèles fondamentaux européens hautement performants et «véritablement ouverts», couvrant nativement les 24 langues officielles de l’UE. Au-delà de la simple publication des poids des modèles, OpenEuroLLM garantit une transparence complète en mettant en open source les ensembles de données de préentraînement, les chaînes d’entraînement et les indicateurs d’évaluation. S’appuyant sur l’importante puissance de calcul du réseau EuroHPC, ces modèles sont conçus dès l’origine pour être pleinement conformes aux cadres réglementaires européens, notamment au règlement général sur la protection des données (RGPD) et au règlement sur l’IA. Reconnu par le label de la plateforme «Technologies stratégiques pour l’Europe» (STEP), OpenEuroLLM fournit aux PME, aux chercheurs et aux administrations publiques européens une base sûre, souveraine et représentative sur le plan culturel, permettant de développer et de faire évoluer des applications d’IA compétitives.

Plateforme AI-on-Demand (AIoD)⁶: la plateforme AI-on-Demand fournit une infrastructure open source centralisée faisant le lien entre la recherche avancée et le déploiement sur le marché. Du côté de la recherche, la plateforme collecte et répertorie systématiquement les modèles, ensembles de données et algorithmes produits par les projets d’Horizon Europe consacrés à l’IA et en assure systématiquement la diffusion à grande échelle, afin d’éviter la fragmentation de l’innovation financée par des fonds publics. Il est essentiel que la plateforme fonctionne en synergie stratégique et bidirectionnelle avec le réseau des **pôles européens d’innovation numérique**. Elle recueille les solutions open source développées localement par les pôles régionaux afin de leur donner une visibilité et une capacité de diffusion à l’échelle de l’UE. Parallèlement, elle fournit aux pôles des modules technologiques européens matures en matière d’IA qu’ils peuvent déployer auprès de leurs clients locaux du secteur des PME et du secteur public. Ce flux bidirectionnel favorise non seulement l’adoption sur le marché, mais fournit également l’attention et la base de clients nécessaires pour assurer la viabilité à moyen et long terme des actifs européens d’IA open source.

ELLIOT⁷: projet d’Horizon Europe doté de 25 millions d’EUR, ELLIOT porte sur le développement de modèles généralistes multimodaux capables d’apprendre à partir d’une grande variété de types de données, tels que du texte, des images, des vidéos, des données issues de capteurs ou des données satellitaires, et de transférer ces connaissances vers diverses tâches en aval. ELLIOT vise à produire **des modèles, des ensembles de données et des chaînes d’entraînement** qui soient entièrement **open source** et reproductibles.

European Open Science Cloud (Nuage européen pour la science ouverte – EOSC)⁸: En tant qu’espace européen commun de données pour la recherche et l’innovation, l’EOSC fédère les données de recherche et les services scientifiques provenant de répertoires de données, d’infrastructures de recherche et de fournisseurs de services scientifiques à travers l’Europe, en utilisant des normes ouvertes et des cadres d’interopérabilité. Il fournit ainsi aux chercheurs et aux innovateurs européens un environnement ouvert, fiable et multidisciplinaire leur permettant de publier, de trouver et de réutiliser des données, des outils et des services.

⁵ [OpenEuroLLM](#).

⁶ [Plateforme AI-on-Demand](#).

⁷ [ELLIOT](#).

⁸ [European Open Science Cloud](#).

Un incubateur de services et d'entreprises pour les développements géospatiaux open source⁹: conformément à la stratégie de l'UE en faveur des start-up et des scale-up, la Commission européenne a établi, dans le cadre d'Horizon Europe, une action de soutien dotée de 6 millions d'EUR visant à mettre en place un pôle d'incubation et de soutien pour le secteur géospatial open source, dont le lancement est prévu au premier trimestre 2027. Le pôle constituera un point d'entrée unique destiné à favoriser l'entrepreneuriat et le développement open source durable dans le cadre d'initiatives géospatiales open source essentielles, et utilisera l'instrument FSTP afin d'assurer une portée large et efficace auprès des communautés.

Destination Earth (Destination Terre)¹⁰: soutenu par un financement de l'UE de 150 millions d'EUR, ce projet vise à créer une réplique très précise de la Terre (jumeau numérique), permettant de simuler avec précision les phénomènes naturels, les risques qui leur sont associés et les activités humaines correspondantes. Grâce à cette initiative, les utilisateurs peuvent déterminer des stratégies d'adaptation et des mesures d'atténuation concrètes. Les logiciels développés dans le cadre de contrats conclus avec le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT), l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) sont mis à disposition en ligne conformément aux principes de l'open source, permettant aux communautés concernées de les consulter et d'y contribuer.

Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN)¹¹: le CERN constitue un exemple européen majeur de réussite dans les domaines de l'open source et de la science ouverte. Le CERN a développé et fait évoluer des infrastructures ouvertes largement utilisées, telles que **ROOT**, son cadre d'analyse de données open source, qui traite aujourd'hui plus de **2 exaoctets** de données et a été utilisé lors de grandes avancées scientifiques, notamment la découverte du boson de Higgs. Il a également codéveloppé **Zenodo** avec l'Open Access Infrastructure for Research in Europe (OpenAIRE), un répertoire ouvert largement utilisé permettant de rendre les résultats de recherche citables et réutilisables, et a créé la licence **CERN Open Hardware**, qui a contribué à ouvrir la voie au partage de matériel open source. Depuis 2023, le **bureau pour les programmes à code source ouvert (OSPO)** du CERN a encore renforcé ce modèle en soutenant la publication, la réutilisation et la collaboration en matière de logiciels et de matériel dans les domaines de la science et de l'industrie. À partir de 2026, le CERN accueillera également Open Research Europe, la plateforme européenne à but non lucratif de publication scientifique en libre accès.

Diversibus Viis Plurima Solvo (DVPS)¹²: soutenue par une subvention de 29 millions d'EUR au titre du programme Horizon Europe, l'initiative DVPS constitue un projet phare visant à assurer le leadership européen dans le domaine des modèles fondamentaux multimodaux ouverts. Coordonné par un consortium de 20 partenaires universitaires et industriels européens de premier plan, le projet répond directement aux objectifs de l'UE en matière de souveraineté numérique et de compétitivité en développant et en publiant des modèles fondamentaux, des ensembles de données et des infrastructures sous licences ouvertes. DVPS fournit ainsi aux start-up, aux chercheurs et aux administrations publiques européens un substitut puissant et transparent aux modèles d'IA propriétaires de pays tiers, avec des applications open source prévues à court terme dans des secteurs critiques tels que la cardiologie, l'observation de la Terre et les technologies linguistiques inclusives.

⁹ [HORIZON-CL6-2026-03-GOVERNANCE-06: Portail «Financements et appels d'offres».](#)

¹⁰ [Destination Earth.](#)

¹¹ [CERN.](#)

¹² [Diversibus Viis Plurima Solvo.](#)

Cybersécurité: toutes les actions de financement en matière de cybersécurité menées dans le cadre d'Horizon Europe et du programme pour une Europe numérique reconnaissent les approches open source comme des modèles économiques viables, tout en laissant aux parties prenantes le libre choix de les adopter.

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement sur la cyberrésilience (RCR), principal règlement de l'UE en matière de sécurité des produits, la Commission a commandé des services destinés à soutenir l'élaboration d'attestations de sécurité volontaires pour les projets logiciels open source et travaille à l'élaboration d'orientations concernant la définition et les obligations des organismes chargés de la gestion et de la pérennisation des logiciels open source au titre de la législation. En outre, la Commission a facilité la participation des communautés open source à l'élaboration de normes harmonisées, notamment en octroyant des subventions individuelles par l'intermédiaire du projet **Cyberstand.eu**¹³ financé par le programme pour une Europe numérique et en collaborant avec les organismes européens de normalisation, tels que le Comité européen de normalisation (CEN), le Comité européen de normalisation électrotechnique (Cenelec) et l'Institut européen des normes de télécommunication (ETSI), afin de promouvoir et de garantir la participation des contributeurs open source. Par l'intermédiaire du programme pour une Europe numérique, la Commission a également financé plusieurs projets visant à développer une gamme d'outils open source destinés à faciliter la mise en conformité avec le règlement sur la cyberrésilience (RCR).

Puces: en ce qui concerne les initiatives en matière d'open source, la majorité d'entre elles portent sur le matériel open source, avec un fort accent mis sur RISC-V. Les processeurs RISC-V sont déjà déployés à l'échelle mondiale et l'Europe (notamment grâce à des investissements d'environ 500 millions d'EUR dans RISC-V ouvert par l'intermédiaire de l'entreprise commune Semi-conducteurs¹⁴) a la possibilité de renforcer sa position dans la prochaine génération de conceptions de systèmes sur puce (System-on-Chip, SoC) fondées sur RISC-V ainsi que dans les chaînes d'outils ouvertes qui les accompagnent. L'action future de l'UE devrait se concentrer sur des modules ouverts permettant de réduire les dépendances, tels que des blocs de propriété intellectuelle (PI) ouverts, des blocs de vérification et des conceptions de référence, des composants de compilateurs et de chaînes d'outils, ainsi que certaines capacités de conception électronique assistée par ordinateur, en coordination avec les États membres et les initiatives industrielles déjà en cours.

Internet des objets (IdO) – Informatique en périphérie¹⁵: Conformément aux stratégies européennes en matière de données, de transition écologique et d'industrie, et afin de tirer parti du changement de paradigme vers l'informatique en périphérie, plus de 250 millions d'EUR ont été consacrés au titre d'Horizon Europe au développement et au déploiement de composants de nouvelle génération pour l'informatique en nuage et en périphérie, de métasystèmes d'exploitation et de plateformes IdO-périphérie permettant cette transition vers un continuum informatique doté de fortes capacités en périphérie et à la périphérie extrême, de manière fiable. Les principales réalisations ont consisté à établir les chaînes d'approvisionnement et de valeur européennes dans le domaine de l'informatique en nuage et en périphérie jusqu'à l'Internet des objets (IdO), en intégrant les éléments pertinents de l'informatique, de la connectivité, de l'IdO et de l'IA, ainsi qu'à améliorer les performances et l'autonomie des systèmes grâce à l'IA, nécessaires pour prendre en charge les futures applications hyperdistribuées.

¹³ [Cyberstand.eu](https://cyberstand.eu).

¹⁴ [Entreprise commune Semi-conducteurs](https://www.enterprise-commune-semiconducteurs.eu).

¹⁵ [Internet of Things-Edge Computing](https://www.internet-of-things-edge-computing.eu).

Véhicules définis par logiciel (Software-Defined Vehicles – SDV):¹⁶ dans le cadre de l'entreprise commune Semi-conducteurs, l'UE consacre environ 250 millions d'EUR, auxquels s'ajoute un montant similaire provenant des États membres participants, à des modules, interfaces et chaînes d'outils DevOps open source pour les véhicules définis par logiciel. Ces actions seront reliées à des mécanismes de mise à l'échelle tels que les essais et la validation, le soutien à l'intégration, les voies de certification et la préparation aux marchés publics, afin de transformer les résultats de la recherche et de l'innovation (R&I) en déploiements industriels et en interopérabilité à l'échelle européenne, tout en réduisant les risques de dépendance.

L'IA au service du bien public et jumeaux numériques locaux: la Commission a fait procéder au développement de modèles d'IA open source innovants pour répondre à des scénarios critiques concernant les villes et les pouvoirs publics, afin de renforcer les capacités de l'UE et de protéger sa souveraineté technologique. Dans le cadre de l'initiative «L'IA au service du bien public»¹⁷ et de l'initiative «GenAI for Africa»¹⁸, la Commission européenne développe des modèles et plateformes d'IA avancés fondés sur l'open source afin de relever des défis critiques dans les domaines du changement climatique, de l'insécurité énergétique, des catastrophes naturelles, de l'optimisation de l'agriculture, de l'aménagement urbain, des compétences numériques et de la santé.

Le consortium pour une infrastructure numérique européenne «Networked Local Digital Twins towards CitiVERSE» (LDT CitiVERSE EDIC)¹⁹ constitue un mécanisme essentiel pour concrétiser la stratégie pour l'application de l'IA, en mettant des outils d'IA à la disposition des administrations locales et des municipalités afin d'améliorer la prise de décision, et en fournissant des solutions open source réutilisables permettant de relever des défis tels que l'incidence de l'évolution des conditions de circulation sur la qualité de l'air, la décarbonation et les embouteillages.

Identité numérique: le **règlement concernant un cadre européen relatif à une identité numérique (EUDI)**²⁰ fait de l'open source la règle par défaut pour le portefeuille européen d'identité numérique (**portefeuille EUDI**): les composants logiciels d'application doivent être en open source, seules des exceptions dûment justifiées et strictement limitées étant admises. Cette disposition inscrit l'open source dans un élément essentiel de l'infrastructure publique numérique européenne et apporte à l'écosystème une sécurité juridique à long terme, ainsi que des possibilités d'audit et de réutilisation. Ces obligations sont précisées progressivement au moyen d'actes d'exécution, transformant les orientations politiques en exigences techniques contraignantes. L'initiative relative au portefeuille européen d'identité numérique pour les entreprises (EBW)²¹ n'impose pas explicitement d'obligation en matière de licences open source, ce qui reflète son orientation vers le secteur privé. Elle impose toutefois la réutilisation des normes du règlement EUDI, des composants du cadre de confiance et des formats ouverts. Afin de garantir une gestion indépendante à long terme du portefeuille EUDI et des applications de référence ou des composants open source de l'EBW, la conservation des répertoires open source correspondants sera transférée à la Fondation européenne pour les infrastructures numériques publiques, comme indiqué à la section 2.1. La Fondation hébergera également, dans le cadre d'un volet consacré à l'IA, les actifs d'IA open source visés dans cette même section. Cette conception réglementaire favorise fortement les solutions interopérables et

¹⁶ Software-Defined Vehicles.

¹⁷ AI for public good.

¹⁸ GenAI for Africa.

¹⁹ Consortium pour une infrastructure numérique européenne «Networked Local Digital Twins towards CitiVERSE».

²⁰ Règlement concernant un cadre européen relatif à une identité numérique.

²¹ European Business Wallet.

transparentes, créant des avantages structurels pour les implémentations open source, même lorsque les conditions de licence restent déterminées par le marché.

En outre, le portefeuille EUDI s'appuie sur un cadre d'architecture et de référence (ARF) commun, qui complète les actes d'exécution en établissant une base technique commune dans les États membres. Associé à une implémentation de référence open source soutenue par la Commission, ce cadre réduit la fragmentation, abaisse les barrières à l'entrée et ancre l'interopérabilité dans des logiciels opérationnels plutôt que dans des spécifications abstraites. Le modèle de développement collaboratif accroît en outre la réutilisation des modules open source au-delà du contexte de l'EUDI. L'EBW s'appuie directement sur les mêmes fondements techniques que l'EUDI. Bien qu'il n'introduise pas d'implémentation de référence distincte, les solutions EBW doivent réutiliser les normes et les composants de l'EUDI. Ainsi, les implémentations open source existantes de l'EUDI peuvent être directement étendues aux cas d'utilisation professionnels, ce qui accroît la réutilisation en aval sans créer de bases de code parallèles.

Vérification de l'âge²²: la Commission européenne a développé une solution de vérification de l'âge entièrement open source, robuste et respectueuse de la vie privée, mettant en œuvre le modèle de vérification de l'âge, qui constitue un profil fondé sur les spécifications techniques et l'architecture du portefeuille européen d'identité numérique (EUDI). Elle prend notamment en charge les preuves à divulgation nulle de connaissance au moyen de bibliothèques open source. Cette solution de vérification de l'âge est désormais prête à être adoptée par les États membres et d'autres acteurs.

code.europa.eu: la plateforme de la Commission européenne consacrée à la collaboration et à l'hébergement de code open source, qui facilite le développement interinstitutionnel et la réutilisation. À la fin du mois de mai 2026, elle comptait plus de 4 500 utilisateurs enregistrés, hébergeait 1 280 répertoires de code et était utilisée par 18 institutions, agences et organes de l'UE, ce qui souligne son rôle croissant en tant qu'infrastructure publique commune pour la collaboration autour de l'open source dans l'UE.

Portail «Europe interopérable»: la plateforme centrale de l'UE pour l'interopérabilité, la collaboration et la réutilisation entre les administrations publiques. Elle soutient le déploiement de l'open source et le développement de l'écosystème en hébergeant le catalogue des solutions open source de l'UE et le catalogue des solutions d'interopérabilité de l'UE. Elle sert également de centre pour la gouvernance, la documentation et la collaboration en matière d'interopérabilité, par l'intermédiaire de la communauté «Europe interopérable» établie en vertu du règlement «Europe interopérable».

Le catalogue européen des solutions open source: lancé en mars 2025, le catalogue constitue un point d'accès central aux solutions open source développées, partagées ou réutilisées par les institutions de l'UE et les États membres. En mai 2026, il recensait 1 047 solutions, dont des solutions fédérées à partir de code.europa.eu et de onze catalogues d'États membres, ainsi que des solutions indexées individuellement.

Assistant de gestion des licences et vérificateur de compatibilité: disponibles sur le portail «Europe interopérable», ces outils de la Commission facilitent le déploiement de l'open source en aidant les utilisateurs à comparer, sélectionner et combiner des licences open source avec une plus grande sécurité juridique. L'assistant de gestion des licences fournit des informations structurées sur les licences ainsi que des liens vers SPDX, tandis que le vérificateur de

²² [The Age Verification Manual](#).

compatibilité aide à déterminer si des composants soumis à des licences différentes peuvent être combinés et redistribués.

OSOR: l'observatoire du logiciel libre de la Commission, hébergé sur le portail «Europe interopérable», soutient le déploiement de l'open source dans le secteur public en fournissant des informations, des études, des orientations, des événements et des possibilités d'échange sur les logiciels libres et à code source ouvert. Grâce à des ressources telles que le manuel de l'OSOR, les bulletins d'information, les événements et les formations élaborées avec l'Interoperable Europe Academy, il contribue à renforcer la sensibilisation, les capacités et l'adoption éclairée de l'open source dans les administrations publiques européennes.

Réseau OSPO de l'UE: un réseau de collaboration soutenu par la Commission européenne qui réunit les bureaux pour les programmes à code source ouvert (OSPO) et des organismes similaires au sein des services publics de l'UE, afin de promouvoir l'utilisation stratégique, la gouvernance et la publication de logiciels à code source ouvert. Facilité par le bureau de la Commission pour les programmes à code source ouvert (OSPO), il favorise les échanges et la coordination en matière de collaboration autour de l'open source. En mai 2026, le réseau comptait 25 membres issus de 11 pays de l'UE.

Interoperable Europe Academy et école saisonnière: l'offre de la Commission européenne en matière d'apprentissage et de renforcement des capacités dans les domaines de l'interopérabilité numérique et de l'open source dans le secteur public. L'Académie propose plus de 50 cours en ligne gratuits sur des sujets tels que la gouvernance et les licences de l'open source, notamment l'EURL, ainsi que sur le cadre européen d'interopérabilité et le règlement «Europe interopérable». Elle comptait 44 000 inscriptions à la fin de 2025. L'école saisonnière complète cette offre par un événement annuel réunissant des étudiants, des fonctionnaires et des chercheurs pour des formations pratiques sur l'interopérabilité, la réutilisation, l'open source et les licences.

Programme de prime aux bogues: une initiative visant à soutenir le déploiement de l'open source et la résilience de l'écosystème ouvert au sens large, en finançant la découverte et la divulgation coordonnées de vulnérabilités dans les logiciels libres utilisés par la Commission et d'autres administrations publiques européennes. À la suite des actions menées précédemment dans le cadre d'EU-FOSSA, puis des campagnes ultérieures dirigées par l'OSPO, la Commission a renouvelé ce soutien en 2025 au moyen d'un contrat-cadre portant sur de nouvelles activités de primes aux bogues et de divulgation des vulnérabilités ciblant des solutions open source pertinentes pour le secteur public européen.

Étude sur les logiciels libres critiques: une étude de la Commission européenne, dont la publication est imminente, visant à recenser les composants open source les plus critiques pour les administrations publiques de l'UE ainsi que les risques liés à leur utilisation généralisée. Elle met en évidence les difficultés liées à la durabilité, à la gouvernance et à la concentration des dépendances, évalue les outils et pratiques permettant d'améliorer la visibilité et la gestion des risques, notamment les approches fondées sur les nomenclatures des logiciels, et recense les candidats potentiels aux programmes de primes aux bogues à l'échelle de l'UE.

Un écosystème open source propice à l'innovation dans les services publics: un programme financé par l'UE au titre de l'instrument IVCDCl – Europe dans le monde (3 millions d'EUR) renforce les capacités des acteurs publics et privés locaux et régionaux dans 25 pays partenaires afin qu'ils adoptent des solutions open source pour fournir des services publics numériques. Il met en œuvre des actions de renforcement des capacités, établit des bureaux pour les programmes à code source ouvert dans des pays pilotes (Kenya et Trinité-et-Tobago) et crée un nouveau pôle mondial de connaissances sur l'open source au service des services publics.